















Procedure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	2022/0051(COD) En attente de la décision de la commission parlementaire
Devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité Modification Directive 2019/1937 2018/0106(COD)	
Sujet 3.45.01 Droit des sociétés 3.70.20 Développement durable	
Priorités législatives Déclaration commune 2022	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	JURI Affaires juridiques		28/02/2022
		 WOLTERS Lara Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 VOSS Axel	
		 VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	
		 HAUTALA Heidi	
		 BUXADÉ VILLALBA Jorge	
		 AUBRY Manon	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AFCO Affaires constitutionnelles	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	DEVE Développement		22/03/2022
		 MAJORINO Pierfrancesco	
	CULT Culture et éducation	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	AFET Affaires étrangères (Commission associée)		11/05/2022
		 GLUCKSMANN Raphaël	

Conseil de l'Union européenne Commission européenne Comité économique et social européen	ENVI Environnement, santé publique et sécurité alimentaire (Commission associée)	 WÖLKEN Tiemo	10/05/2022
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	 CLUNE Deirdre	21/04/2022
	ITRE Industrie, recherche et énergie	 DLABAJOVÁ Martina	19/04/2022
	ECON Affaires économiques et monétaires (Commission associée)	 REPASI René	03/03/2022
	CONT Contrôle budgétaire	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	INTA Commerce international (Commission associée)	 ANDREWS Barry	14/07/2022
	EMPL Emploi et affaires sociales (Commission associée)	 RAFAELA Samira	05/09/2022
		DG de la Commission Justice et consommateurs	Commissaire REYNDERS Didier

Événements clés			
23/02/2022	Publication de la proposition législative	COM(2022)0071	Résumé
04/04/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
15/09/2022	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		

Informations techniques	
Référence de procédure	2022/0051(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Directive
	Modification Directive 2019/1937 2018/0106(COD)
Base juridique	Règlement du Parlement EP 57; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 050-p1; Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114-p1
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
Etape de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire

Portail de documentation

Document de base législatif		COM(2022)0071	23/02/2022	EC	Résumé
Document annexé à la procédure		SEC(2022)0095	24/02/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0038	24/02/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0039	24/02/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0042	24/02/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0043	24/02/2022	EC	
Avis motivé	SE_PARLIAMENT	PE732.700	08/06/2022	NP	
Comité économique et social: avis, rapport		CES1327/2022	13/07/2022	ESC	
Projet de rapport de la commission		PE738.450	07/11/2022	EP	
Amendements déposés en commission		PE739.674	06/12/2022	EP	
Amendements déposés en commission		PE739.675	07/12/2022	EP	
Amendements déposés en commission		PE739.676	07/12/2022	EP	
Amendements déposés en commission		PE739.677	08/12/2022	EP	
Amendements déposés en commission		PE739.717	08/12/2022	EP	
Avis de la commission	ITRE	PE736.458	25/01/2023	EP	
Avis de la commission	INTA	PE737.332	26/01/2023	EP	
Avis de la commission	ECON	PE736.711	30/01/2023	EP	
Avis de la commission	AFET	PE736.653	31/01/2023	EP	
Avis de la commission	DEVE	PE736.709	01/02/2023	EP	

Informations complémentaires

Document de recherche

[Briefing](#)

16/05/2022

Devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité

OBJECTIF : établir un cadre juridique européen sur la gouvernance durable des entreprises, y compris la diligence raisonnable intersectorielle des entreprises dans les chaînes de valeur mondiales.

ACTE PROPOSÉ : Directive du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen décide conformément à la procédure législative ordinaire sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : les entreprises de l'UE, en particulier les plus grandes d'entre elles, opèrent dans un environnement complexe et s'appuient sur des chaînes de valeur mondiales. Étant donné le nombre important de leurs fournisseurs dans l'Union et dans les pays tiers et la complexité globale des chaînes de valeur, les entreprises de l'UE peuvent rencontrer des difficultés pour identifier et atténuer les risques dans leurs chaînes de valeur liés au respect des droits de l'homme ou aux impacts environnementaux.

L'identification de ces impacts négatifs dans les chaînes de valeur deviendra plus facile si davantage d'entreprises font preuve de diligence raisonnable et si, par conséquent, davantage de données sont disponibles sur les impacts négatifs sur les droits de l'homme et l'environnement.

Un certain nombre d'États membres ont déjà introduit des règles nationales en matière de diligence raisonnable et certaines entreprises ont pris des mesures de leur propre initiative. Toutefois, une amélioration à plus grande échelle est nécessaire, ce qui est difficile à réaliser au moyen d'actions volontaires.

CONTENU : la directive proposée établirait un cadre horizontal pour encourager les entreprises opérant dans le marché unique à contribuer au respect des droits de l'homme et de l'environnement dans le cadre de leurs propres activités et de leurs chaînes de valeur, en identifiant, en prévenant, en atténuant et en rendant compte de leurs incidences négatives sur les droits de l'homme et l'environnement, et en mettant en place une gouvernance, des systèmes de gestion et des mesures adéquates à cette fin.

Objet de la proposition

La proposition établit des règles sur les obligations des entreprises concernant les impacts négatifs réels et potentiels sur les droits de l'homme et sur l'environnement, en ce qui concerne leurs propres opérations, les opérations de leurs filiales et les opérations de la chaîne de valeur effectuées par des entités avec lesquelles l'entreprise a une relation commerciale établie, ainsi que sur la responsabilité en cas de violation des obligations susmentionnées.

Afin de se conformer au devoir de diligence raisonnable des entreprises, les entreprises devraient :

- intégrer le devoir de diligence raisonnable dans leurs politiques;
- identifier les incidences négatives réelles ou potentielles sur les droits de l'homme et l'environnement;
- prévenir ou atténuer les impacts potentiels;
- mettre fin aux impacts réels ou les minimiser ;
- établir et maintenir une procédure de plainte;
- surveiller l'efficacité de la politique et des mesures de diligence raisonnable;
- et communiquer publiquement sur la diligence raisonnable.

Champ d'application

La directive proposée s'appliquerait aux sociétés qui sont constituées conformément à la législation d'un État membre et qui remplissent l'une des conditions suivantes :

Entreprises de l'UE :

- Groupe 1 : toutes les sociétés à responsabilité limitée de l'UE de grande taille ayant un pouvoir économique important (plus de 500 employés et plus de 150 millions d'euros de chiffre d'affaires net à l'échelle mondiale).
- Groupe 2 : Autres sociétés à responsabilité limitée opérant dans des secteurs définis à fort impact, qui n'atteignent pas les deux seuils du groupe 1, mais qui ont plus de 250 employés et un chiffre d'affaires net de 40 millions d'euros et plus au niveau mondial. Pour ces entreprises, les règles commenceraient à s'appliquer deux ans plus tard que pour le groupe 1.

Les entreprises non européennes actives dans l'UE dont le seuil de chiffre d'affaires est aligné sur les groupes 1 et 2 et qui sont générées dans l'UE.

Les PME ne sont pas directement concernées par cette proposition, mais elles pourraient être touchées par ses dispositions en tant que contractants ou sous-traitants des entreprises concernées.

La proposition comprend des mesures d'accompagnement qui soutiendront toutes les entreprises, y compris les PME, qui pourraient être indirectement touchées. Ces mesures pourraient comprendre le développement de sites web, de plateformes ou de portails dédiés individuellement ou conjointement, ainsi qu'un soutien financier potentiel pour les PME.

Suivi des mesures

Les entreprises devraient surveiller la mise en œuvre et l'efficacité de leurs mesures de diligence raisonnable. Elles devraient procéder à des évaluations périodiques de leurs propres opérations, de celles de leurs filiales et, lorsqu'elles sont liées aux chaînes de valeur de l'entreprise, de celles de leurs relations commerciales établies, afin de contrôler l'efficacité de l'identification, de la prévention, de la minimisation, de la cessation et de l'atténuation des impacts négatifs sur les droits de l'homme et l'environnement.

Ces évaluations devraient vérifier que les impacts négatifs sont correctement identifiés, que les mesures de diligence raisonnable sont mises en œuvre et que les impacts négatifs ont effectivement été évités ou atténués. Afin de garantir que ces évaluations sont à jour, elles devraient être effectuées au moins tous les 12 mois et être révisées entre-temps s'il existe des motifs raisonnables de croire que de nouveaux risques significatifs d'impact négatif pourraient être apparus.

Obligation de diligence des administrateurs

Les États membres devraient veiller à ce que, lorsqu'ils s'acquittent de leur devoir d'agir au mieux des intérêts de la société, les administrateurs des sociétés tiennent compte des conséquences de leurs décisions sur les questions de durabilité, y compris, le cas échéant, les droits de l'homme, le changement climatique et les conséquences environnementales, notamment à court, moyen et long terme.

Réseau européen des autorités de surveillance

La Commission devrait mettre en place un réseau européen des autorités de surveillance qui réunira des représentants des organismes nationaux, afin de garantir une approche coordonnée et de permettre le partage des connaissances et des expériences.

Amendes

Les États membres devraient veiller à ce que les entreprises respectent leurs obligations de diligence raisonnable. Ils pourraient imposer des amendes aux entreprises, ou émettre des injonctions exigeant que l'entreprise se conforme à l'obligation de diligence raisonnable.

Les victimes devraient pouvoir obtenir une indemnisation pour les dommages subis. C'est pourquoi la proposition donne également aux personnes lésées la possibilité de demander des comptes aux entreprises. Cela signifie que les victimes auront la possibilité d'engager une action en responsabilité civile devant les tribunaux nationaux compétents.

Transparence				
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	22/01/2021	Westdeutscher Handwerkskammertag e.V. (WHKT) Österreichische Bundesarbeitskammer
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	31/08/2021	Ecosense
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	07/09/2021	Bundesverband Pharmazeutische Industrie
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	13/09/2021	B-Connect GmbH
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	07/12/2021	Deutsche Post DHL Group (DPDHL)
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	12/01/2022	Die Deutsche Kreditwirtschaft (DK)
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	01/02/2022	Bayerische Motoren Werke Aktiengesellschaft (BMW Group)
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	07/02/2022	CSR Europe, The Business Network for Corporate Social Responsibility (CSR Europe)
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	17/03/2022	SER
ANDREWS Barry	Rapporteur(e) pour avis	INTA	17/03/2022	Global Witness
DURAND Pascal	Rapporteur(e)	JURI	21/03/2022	Mazars GmbH & Co. KG
DURAND Pascal	Rapporteur(e)	JURI	22/03/2022	Minderoo Foundation Limited ATF The Minderoo Foundation Trust
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	23/03/2022	Deutscher Industrie- und Handelskammertag e. V.
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	29/03/2022	Bundesverband Großhandel, Außenhandel, Dienstleistungen
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	29/03/2022	Deutsche Post DHL Group (DPDHL)
REPASI	Rapporteur(e)	ECON	29/03/2022	Bundesministerium der

René	pour avis			Justiz
DURAND Pascal	Rapporteur(e)	JURI	30/03/2022	Value Balancing Alliance e.V. (VBA)
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	30/03/2022	Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände e.V. (BDA)
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	30/03/2022	Members Green Trade Network
DURAND Pascal	Rapporteur(e)	JURI	31/03/2022	Afore Consulting
ANDREWS Barry	Rapporteur(e) pour avis	INTA	31/03/2022	Ibec
ANDREWS Barry	Rapporteur(e) pour avis	INTA	31/03/2022	ICBHR
DURAND Pascal	Rapporteur(e)	JURI	06/04/2022	Carbon Disclosure Project
DURAND Pascal	Rapporteur(e)	JURI	07/04/2022	ERAMET
HAUTALA Heidi	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	13/04/2022	International Cocoa Initiative (ICI) European Cocoa Association (ECA) the Association of Chocolate, Biscuit and Confectionary Industries of Europe (CAOBISCO)
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	20/04/2022	Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE)
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	20/04/2022	Zentralverband des Deutschen Handwerks (ZDH)
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	21/04/2022	Dutch Confederation of Industry and Employers
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	22/04/2022	Volksvertegenwoordigers Belgium
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	26/04/2022	Colegio de Registradores de España (CORPME)
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	26/04/2022	DoGood
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	26/04/2022	Sweden?s trade union - Unionen
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	27/04/2022	Quifactum
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	27/04/2022	German Confederation of Trade Unions
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	27/04/2022	Danish Institute for Human Rights ECCJ member the Danish 93 Gruppen

REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	28/04/2022	European Coalition for Corporate Justice Global Witness SÜDWIND
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	28/04/2022	EUROPEAN TRADE UNION CONFEDERATION
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	28/04/2022	Climate Finance Fund
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	03/05/2022	Vereniging VNO-NCW
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	04/05/2022	Huawei Technologies
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	04/05/2022	Finnish Trade Union Representation to the EU
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	04/05/2022	ETUC
TOUSSAINT Marie	Rapporteur(e) fictif/fictive	ENVI	10/05/2022	Global Witness
HAUTALA Heidi	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	11/05/2022	Responsible Business Alliance (RBA)
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	11/05/2022	Vereniging VNO-NCW
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	11/05/2022	AFME
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	11/05/2022	Intel Corporation Mercedes-Benz Group AG
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	11/05/2022	Handelsverband Deutschland
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	12/05/2022	Responsible Business Alliance
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	12/05/2022	Dutch Ministry of Foreign Affairs
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	16/05/2022	EFFAT, UGGC and Blue Star Strategies
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	17/05/2022	EBCA
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	17/05/2022	Hoogleraar ondernemingsrecht - Erasmus Universiteit Rotterdam
ANDREWS Barry	Rapporteur(e)	INTA	17/05/2022	Intel Corporation
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	18/05/2022	European Trade Union Institute
ANDREWS Barry	Rapporteur(e) pour avis	INTA	18/05/2022	European Branded Clothing Alliance

TOUSSAINT Marie	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	19/05/2022	Friends of the Earth Europe
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	19/05/2022	Gesamtverband der Deutschen Versicherungswirtschaft e.V.
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	26/05/2022	Confederación Española de Organizaciones Empresariales
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	27/05/2022	GlovoApp23, S.L.
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	27/05/2022	Vinces Consulting
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	30/05/2022	Global Witness
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	03/06/2022	KNVB, RBFA and Amnesty International
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	10/06/2022	MVO Platform and IDVO
TARABELLA Marc	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	IMCO	13/06/2022	Fair Trade Advocacy Office
TARABELLA Marc	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	IMCO	13/06/2022	FEB
ANDREWS Barry	Rapporteur(e)	INTA	13/06/2022	KASHMIR PEACE FORUM
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	14/06/2022	COPA-COGECA
VÁZQUEZ LÁZARA Adrián	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	14/06/2022	U.S. Chamber of Commerce, Institute for Legal Reform (ILR)
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	14/06/2022	OECD
TOUSSAINT Marie	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	14/06/2022	WWF European Policy Programme
ANDREWS Barry	Rapporteur(e)	INTA	14/06/2022	Anti-Slavery International
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	16/06/2022	Open Society European Policy Institute
TOUSSAINT Marie	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	16/06/2022	Max Havelaar
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	16/06/2022	Conference participants
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	16/06/2022	Bayer AG
?TEFANEC Ivan	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	21/06/2022	Secretariat of COMECE (Commission of the

				Episcopates of the European Union)
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	21/06/2022	Andreas STIHL AG & Co. KG
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	21/06/2022	MVO Platform
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	21/06/2022	Evofenedex
CLUNE Deirdre	Rapporteur(e) pour avis	IMCO	21/06/2022	Intel Corporation
HAUTALA Heidi	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	22/06/2022	Rainforest Alliance FTAO Solidaridad Fairtrade
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	22/06/2022	Brot für die Welt OXFAM INTERNATIONAL EU ADVOCACY OFFICE
VOSS Axel	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	22/06/2022	BASF SE
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	23/06/2022	Ecopreneur
HAUTALA Heidi	Rapporteur(e) fictif/fictive	JURI	28/06/2022	Anti-Slavery International Ericsson Global Witness European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR) UN PRI Natural Justice Kenya OECD
WÖLKEN Tiemo	Rapporteur(e) pour avis	ENVI	28/06/2022	DIHK Osnabrück
WOLTERS Lara	Rapporteur(e)	JURI	28/06/2022	European Coalition for Corporate Justice
REPASI René	Rapporteur(e) pour avis	ECON	29/06/2022	Bundesarbeitskammer Österreich
CLUNE Deirdre	Rapporteur(e) pour avis	IMCO	29/06/2022	ecoDa
PIGNEDOLI Sabrina	Membre	15/02/2022	CONFINDUSTRIA	
TOUSSAINT Marie	Membre	02/03/2022	European Environmental Bureau	
TOUSSAINT Marie	Membre	30/03/2022	Mouvement Impact France	
TOUSSAINT Marie	Membre	07/04/2022	Friends of the Earth Europe	
CAVAZZINI Anna	Membre	31/05/2022	Euro-Toques International Fair Wear Foundation	
FRANSSEN Cindy	Membre	01/06/2022	Broederlijk Delen	

GALLÉE Malte	Membre	10/06/2022	European Center for Constitutional and Human Rights European Coalition for Corporate Justice Frank Bold Society Global Witness 853889944167-66 10439809375-73 57221111091-19 48872621093-60
CAVAZZINI Anna	Membre	21/06/2022	Scientists
ARIMONT Pascal	Membre	23/06/2022	VERBOND VAN BELGISCHE ONDERNEMINGEN / FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE
DURAND Pascal	Membre	28/06/2022	METRO AG